

Sida, Covid et les acquis de la démocratie sanitaire : Lettre ouverte à Françoise Barré-Sinoussi et Jean-François Delfraissy

dimanche 10 mai 2020, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 7 avril 2020).

Beaucoup de celles et ceux qui sont aujourd’hui aux avant-postes de la mobilisation nationale contre le Covid-19 ont été des artisans de la lutte contre le sida. Dans les années 1980, jeunes internes ou jeunes chercheurs, ils et elles s’acharnaient contre le VIH, dans leurs services hospitaliers ou leurs laboratoires. C’est à eux que nous nous adressons aujourd’hui pour les enjoindre de fonder leurs positions sur les acquis de la démocratie sanitaire issue de nos années de lutte partagée.

Chère Françoise Barré-Sinoussi [1], cher Jean-François Delfraissy [2],

Vous savez tout ce que les victoires obtenues contre le sida doivent à la révolution du rapport entre savoirs et pouvoirs : les malades étaient alors, dans leur grande majorité, des marginalisé·e·s (homosexuels, détenu·e·s, héroïnomanes, personnes trans, travailleurs et travailleuses du sexe, immigré·e·s d’Afrique sub-saharienne...). Dès les premières années, ces malades ont pris la parole, ont revendiqué le savoir dont ils et elles étaient les dépositaires, ont imposé leur participation à la décision publique. Ils se sont regroupés en associations et, ensemble, nous avons construit la politique de lutte contre le sida.

Avec vous et vos collègues, sous la pression constante des malades, celle que rappelle le film partout célébré 120 battements par minute, nous avons érigé la lutte contre le sida en paradigme et modèle de lutte contre les épidémies. La seule lutte efficace : celle qui lie de manière indissociable santé publique et droits humains, qui refuse de confier le pouvoir aux seuls scientifiques ou aux seuls politiques, qui fait de la participation des citoyens et de l’inclusion des populations minoritaires, démunies ou ostracisées, la clef du succès.

Sur chacun de ces volets, les décisions actuelles face à l’épidémie de Covid-19 et les avis sur lesquelles elles s’appuient sont à rebours de cet héritage, dans la façon dont elles sont recommandées et avalisées (aucune participation de la société civile, primat absolu de la médecine sur la pensée sociale), dont elles sont administrées (état d’urgence sanitaire, lois d’exception, pénalisation des comportements) et dont leurs effets inégalitaires sont minorés ou englobés dans le mot-valise-boite-noire de la vulnérabilité.

Le vocabulaire guerrier et la scénographie militaire que nous impose le pouvoir face à cette épidémie-ci paraît un ironique retournement de l’histoire pour nous qui déclarions, face au silence assourdissant de l’Etat d’alors, « le sida, c’est la guerre » et « sida : mobilisation générale ». Un

retournement en trompe-l'œil : venue d'en haut, sans les contreparties qu'une réelle mobilisation générale aurait dû imposer (anticipation, approvisionnement, réquisition des stocks et chaînes de production...), cette drôle de guerre est juste une politique qui pénalise, culpabilise, exclut. Elle met au ban des publics qui, parce qu'ils sont les plus en difficulté pour se protéger, devraient au contraire être au cœur de la façon dont nous pensons la riposte à l'épidémie.

Aujourd'hui l'épidémie touche tout le monde, les mesures pour l'endiguer également.

Mais ne nous trompons pas : les moins protégés face au Covid-19 et les plus exposés aux risques de complications respiratoires sont et seront des invisibles. Les vieux, particulièrement les vieux pauvres atteints de comorbidités accumulées au fil d'une vie où les inégalités sociales se sont inscrites dans les corps, ceux des Ehpad inhumains ou des foyers de travailleurs migrants, les malades chroniques, les sans domicile fixe, les travailleurs précaires de plus de 50 ans, les anciens addicts (alcooliques, usagers de drogues...).

Et ce sont encore des invisibles qui, en difficulté face à aux injonctions paradoxales du confinement, obligés de travailler ou de maintenir des stratégies de débrouille, seront les plus concernés par la persistance de l'épidémie dans la phase de « dé-confinement » : étrangers en situation irrégulière, précaires et chômeurs en fin de droits, foyers vivant de l'économie informelle, travailleurs et travailleuses du sexe, indisciplinés de toutes sortes, familles à l'étroit dans leurs appartements trop petits, dans leurs cités trop denses.

Ensemble, nous avons imposé à des pouvoirs réticents la promotion du préservatif et les programmes d'échange de seringues, l'accès aux soins universel quel que soit le statut au regard du séjour ou le niveau de revenus, la réduction des risques liés pour les usagers de drogues plutôt que l'injonction au sevrage comme alternative à la prison et condition des soins, la prévention sexuelle combinée plutôt que les « bonnes mœurs », la défense des droits des détenus et des travailleur·se·s du sexe, le financement de campagnes spécifiques pour les communautés afro-antillaises, pour les Noir·e·s. Cette guerre que nous avons livrée n'a jamais été celle des gouvernants, mais celle de ces populations - trop souvent, justement, malgré ceux qui nous gouvernaient.

C'est ainsi que nous avons été forts et efficaces, faisant de ce combat sanitaire un creuset de transformation sociale, de promotion des droits et de progrès vers plus d'égalité. Aujourd'hui, héritiers de ces luttes, vous êtes en position d'exiger : la réquisition des équipements publics pour y loger les populations sans-abri, l'organisation de la solidarité nationale pour les familles vivant de revenus non déclarés, la réquisition de logements pour permettre la décohabitation des femmes et des enfants exposés aux violences domestiques, celle des hôtels pour faciliter le confinement des personnes infectées afin qu'elles ne contaminent pas leurs proches, la fermeture des Centres de rétention administrative et des zones d'attente, l'intégration sans délais de l'Aide médicale d'Etat dans le droit commun et l'abrogation des délais pour y accéder, la régularisation des sans-papiers et la fin de la surpopulation carcérale.

Vous êtes en position de demander avec force la mobilisation massive de moyens pour la santé de toutes et tous, la réorientation et la réquisition des moyens de production de masques, blouses, respirateurs, matières premières, réactifs, médicaments de première nécessité. Vous avez le pouvoir de recommander clairement des mesures ambitieuses face au creusement des inégalités qu'un confinement punitif ne peut qu'amplifier, avec pour conséquences en chaîne : les décrochages scolaires puis sociaux, le renoncement aux soins autres que ceux liés au Covid-19, la défiance à l'égard des structures médico-sociales et des institutions. Vous devez, enfin, créer les conditions d'une réelle participation de la société aux décisions à venir.

Conscients des nécessités de l'urgence, vous avez su en d'autres temps rompre avec les pesanteurs

du politique et des institutions, bousculer leurs agendas et leurs microcosmes, pour agir sans attendre. C'est de ces mêmes exigences que nous vous demandons de vous saisir à nouveau. Action = vie.

Signataires :

François Berdoug, ancien vice-président d'Act Up-Paris

Théau Brigand, doctorant, membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme

Anne Coppel, ancienne présidente de l'Association française de réduction des risques

Mathieu Duplay, ancien vice-président d'Act Up-Paris

Gwen Fauchois, ancienne vice-présidente d'Act Up-Paris

France Lert, épidémiologiste, présidente de Vers Paris sans sida

Pauline Londeix, co-fondatrice de l'Observatoire pour la transparence sur les politiques du médicament

Philippe Mangeot, ancien président d'Act Up-Paris

Christophe Martet, ancien président d'Act Up-Paris

Jérôme Martin, co-fondateur de l'Observatoire pour la transparence sur les politiques du médicament

Eve Plenel, directrice de Vers Paris sans sida

Giovanna Rincon, directrice d'Acceptess-T, co-porte-parole de la Fédération trans & intersexes.

P.-S.

• LES INVITÉS DE MEDIAPART. 7 AVR. 2020 :

<https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/070420/lettre-ouverte-francoise-barré-sinoussi-et-jean-francois-delfraissy>

• Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

Notes

[1] Françoise Barré-Sinoussi préside le Comité Analyse Recherche et Expertise (CARE) installé à l'Élysée le 24 mars.

[2] Jean-François Delfraissy préside le Conseil scientifique COVID-19 institué le 11 mars.